

Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 25/01/2018 au 31/01/2018

Mexique

2016 – PIB : 1046 Mds USD | Pop : 127 M hbts

Relations Mexique / Etats-Unis

Lundi s'est conclue la sixième ronde de renégociation de l'Accord de Libre-Echange Nord-Américain (ALENA). Selon le ministre de l'Economie, Ildefonso Guajardo, le chapitre sur la corruption a été conclu: les actes de corruption des gouvernements et des entreprises des trois pays en lien avec les sujets couverts par l'ALENA seront sanctionnés. Le chapitre sur la corruption, en s'ajoutant à celui sur les petites et moyennes entreprises et à celui sur la concurrence, élève le nombre de chapitres conclus à trois. De plus, les Etats-Unis, le Canada et le Mexique se sont engagés à inclure un chapitre sur l'énergie. Par ailleurs, des progrès importants auraient été réalisés sur trois chapitres parmi les vingt-huit en négociation : celui sur les télécommunications, celui sur le commerce digital et celui sur les mesures sanitaires et phytosanitaires. Selon le ministre, ces derniers devraient être clos lors de la prochaine ronde de négociations, qui aura lieu dans la ville de Mexico entre le 26 février et le 6 mars.

Le représentant commercial des Etats-Unis, Robert Lighthizer, a déclaré qu'il existait toujours une possibilité réelle que D.Trump se retire de l'ALENA si le Canada et le Mexique n'acceptent pas les changements qui bénéficieraient aux Etats-Unis. Selon lui, la sixième ronde a constitué un pas en avant mais les avancées restent très lentes. Il a également indiqué que les incitations non économiques contenues dans l'ALENA pour que les entreprises délocalisent leur production vers le Mexique devaient être retirées.

Economie

La croissance du Mexique était de 2,1% en 2017 selon les estimations de l'INEGI. Si ce chiffre venait à être confirmé par l'institut statistique le 23 février, il s'agirait de la 3^{ème} année consécutive de ralentissement de la croissance. Certains économistes mettent cependant en avant la résistance de l'économie, qui a fait face à un contexte difficile l'année passée : incertitude liée aux renégociations de l'ALENA et politiques fiscale et monétaire plus restrictives face à l'accélération de l'inflation. La croissance demeure conforme aux prévisions du gouvernement et du FMI. Le secteur tertiaire a été le plus dynamique (+3,1%) et, conjointement avec le secteur primaire (+2,8%), a permis d'atténuer l'impact de la contraction du secteur secondaire (-0,6%). En effet, le PIB industriel a souffert du ralentissement de la construction et de l'activité minière pétrolière. Le 4^{ème} trimestre de 2017 aurait enregistré une croissance de 1,8% par rapport au même trimestre de 2016, impulsée par le secteur primaire (+4,2%) et le secteur tertiaire (+2,6%) mais ralentie par le secteur secondaire (-0,7%).

Le déficit commercial de biens s'élevait à 10,9 Mds USD en 2017, 17% de moins qu'en 2016. Les exportations ont augmenté de 9,5% (g.a.), la plus forte hausse en six ans, pour atteindre le montant record de 409,5 Mds USD tandis que 420,4 Mds USD de biens ont été importés (8,6% de plus qu'en 2016). Malgré une baisse des exportations pétrolières en volume, celles-ci ont augmenté de 25,5% en valeur par rapport à 2016 en raison de l'augmentation des prix du pétrole. Les importations de pétrole ont quant à elles crû de 33,1%. Le déficit commercial pétrolier (18,4 Mds USD) a été atténué par l'excédent commercial dégagé par les produits non pétroliers (7,5 Mds USD). Les exportations agricoles demeurent solides avec une progression de 8,9%, tout comme les exportations manufacturières (+8,5%), à l'intérieur desquelles les exportations automobiles se sont montrées particulièrement dynamiques (+11,8%). Les exportations automobiles à destination des Etats-Unis (+8,8%) ont toutefois progressé moins rapidement que celles à destination du reste du monde (+29,2%). La diversification des partenaires commerciaux est aussi observable au niveau des autres produits non pétroliers : les exportations de ces derniers à destination des Etats-Unis ont crû de 6,4% tandis que celles à destination du reste du monde ont augmenté de 10,9%. Les Etats-Unis demeurent toutefois clients de 81,5% des exportations non pétrolières mexicaines.

Au troisième trimestre 2017, les catastrophes naturelles ont eu un impact sur la croissance des Etats affectés. Les Etats de Chiapas, Oaxaca et Morelos ont ainsi enregistré une contraction de l'activité économique de respectivement 2,1% (g.a.), 5% (g.a.) et 0,4% (g.a.). Les Etats de Campeche, Tabasco, Tamaulipas et Veracruz enregistrent également une contraction, probablement due à la baisse de la production pétrolière (pour rappel, la production de pétrole brut de

*Taux de change au 31 janvier 2018 : 1 USD = 18,61 MXN

Pemex a diminué de 9,5% en 2017). Campeche connaît ainsi la contraction la plus importante (-11% g.a.). Les Etats ayant enregistré la croissance économique la plus élevée sont la Basse Californie du Sud (+17,5% g.a.) et Puebla (+9% g.a.), ce dernier ayant pourtant également été affecté par le séisme du 19 septembre.

En novembre 2017, les revenus des entreprises de commerce de détail ont baissé de 1,5% par rapport à novembre 2016. Sur la période de janvier à novembre 2017, ils ont crû de 1,6% g.a. (bien moins que les 8,7% de croissance observée à la même période de 2016). Cette décélération reflète le ralentissement de la consommation privée. La croissance des biens de consommation était de 3,2% sur la période de janvier à octobre 2017 (contre 4,2% sur la même période de 2016).

Les entreprises faisant partie du programme de l'Industrie Manufacturière, Maquiladora et de Services d'Exportation (IMMEX) ont augmenté leurs revenus de 8,9% (g.a.) en novembre 2017 (INEGI). Les établissements participant au programme ont également augmenté leur emploi de 4,6% en comparaison avec novembre 2016, ce qui élève leur emploi total à plus de 2,6 millions de personnes. Néanmoins, les rémunérations qu'elles ont perçues n'ont enregistré qu'une légère hausse de 0,1%.

Finances publiques

La dette publique s'est réduite à 46,2% du PIB fin 2017, soit 2,5 points de pourcentage de moins que fin 2016 (Ministère des Finances). Elle s'établissait à 10 000 Mds de pesos (537 Mds USD*), dont 63% correspondaient à de la dette interne et 37% à de la dette externe. L'inversion de la tendance de la dette publique a été permise par le rachat de titres par la Banque Centrale et par la réduction de 8,7% des dépenses publiques par rapport à 2016. Il s'agit de la première réduction de la dette publique en proportion du PIB depuis dix ans. Cependant, celle-ci est 9 points de pourcentage supérieure à celle observée fin 2012, lorsqu'elle représentait 37,2% du PIB.

Les subventions à l'essence ont négativement impacté les recettes fiscales en 2017 (Ministère des Finances). Pour la première fois depuis la réforme fiscale de 2014, ces dernières ont diminué. Elles ont enregistré une réduction de 0,9% en 2017 alors qu'elles avaient crû de 11,9% en 2016 et de 27,2% en 2015. Cette inversion de la tendance est due à la réduction des revenus issus de l'Impôt Spécial sur la Production et les Services (IEPS) prélevé sur l'essence et le diesel (-26,4%), elle-même causée par les subventions ayant pour but de contenir les prix de l'essence. Les recettes totales de l'IEPS ont baissé de 15,7% et celles de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (IVA) de 2,8%. Celles de l'Impôt sur le Revenu (ISR), qui ont crû de 4,3%, ont permis de modérer la contraction des recettes fiscales. Si ces dernières étaient inférieures à celles observées en 2016, elles étaient supérieures au montant approuvé dans la Loi des Finances 2017 de 115,4 Mds de pesos (6,2 Mds USD*).

Entreprises et grands contrats

Le Ministère de l'Energie a lancé l'appel d'offre pour la construction et l'opération de la ligne de transmission électrique qui connectera l'Etat de Basse Californie au reste du pays. Alors que l'Etat fédéré dispose d'un système électrique isolé depuis plus d'un siècle, celui-ci devrait bientôt être connecté au Système Interconnecté National (SIN). Le projet devrait générer un investissement de 1,1 Md USD et la ligne de transmission devrait être de courant direct, avoir une longueur de 1400 km et disposer d'une capacité de 1500 mega watts. Selon le gouverneur de Basse Californie, Francisco Vega de la Madrid, le projet devrait également permettre d'accroître les échanges d'énergie entre le Mexique et les Etats-Unis, étant donné que l'Etat fédéré est connecté aux Etats-Unis en deux points : Tijuana et Mexicali. 46 entreprises mexicaines, espagnoles, chinoises, états-uniennes, brésiliennes, chiliennes et colombiennes auraient déjà manifesté leur intention de participer à l'appel d'offre.

Les entreprises ICA Fluor Daniel et Industria del Hierro ont gagné un appel d'offre pour la construction d'un réseau sous-terrain de distribution électrique pour le nouvel aéroport international de la ville de Mexico. L'entreprise a présenté une offre de 3,7 Mds de pesos (199 MUSD*). Le Groupe Aéroportuaire de la Ville de Mexico (GACM) a reçu dix offres techniques et économiques auxquelles ont participé 42 entreprises.

Un appel d'offre va être lancé pour la modernisation du système de paiement du métro de la ville de Mexico. Il aura pour but le rachat du système complet de paiement afin de l'informatiser et d'enregistrer toutes les entrées et sorties des passagers. Cela devrait permettre d'économiser chaque année 120 millions de pesos (6,4 MUSD*) dépensés actuellement dans la fabrication et la destruction des tickets de métro en papier. Un investissement de 300 millions de pesos (16,1 MUSD*) est attendu pour la modernisation du système.

*Taux de change au 31 janvier 2018 : 1 USD = 18,61 MXN

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau au 31/01/2018
Bourse (IPC)	-0,94%	+6,96%	50 270,70
Risque pays (EMBI+Mx)	-2,82%	-24,56%	172
Taux de change USD/Peso	+0,47%	-10,50%	18,61
Taux de change Euro/Peso	+1,42%	+3,67%	23,17
Prix du baril de pétrole (USD)	-2,16%	+29,10%	58,39

AMERIQUE CENTRALE

2016 – PIB : 244,7 Mds USD | Pop : 42 M hbts

La Corée du Sud deviendra le deuxième partenaire extrarégional le plus important de la Banque Centraméricaine d'Intégration Economique (BCIE). Avec un apport de 450 MUSD, la Corée du Sud rejoindra la BCIE en février prochain, quelques jours avant la signature son accord de libre-échange avec la région centraméricaine (hors Guatemala et Panama). Cette adhésion permettra de financer les échanges commerciaux et les investissements qui découleront de l'accord de libre-échange.

La Banque Centraméricaine d'Intégration Economique (BCIE) prévoit de meilleures perspectives économiques pour l'Amérique centrale. Cependant, les risques liés à l'augmentation de la dette, qui limite les investissements publics, et lutte contre la pauvreté persistent. Selon le rapport présenté au VII^{ème} Forum Économique Régional (FECORE), les économies centraméricaines profiteraient des prévisions favorables pour l'économie américaine, l'Union européenne et le Mexique. Pour 2018, les estimations de croissance sont de 3,5% pour le Guatemala (contre 2,8% en 2017), grâce à l'augmentation de la demande interne, des transferts des migrants, de l'emploi formel et des investissements publics en infrastructures. Le Salvador devrait avoir une croissance de 2,5%, similaire à celle de 2017, malgré sa situation fiscale difficile. Le Nicaragua devrait atteindre un taux de croissance de 5% et le Honduras de 4%.

Costa Rica

2016 – PIB: 57,4 Mds USD | Pop: 4,8 M hbts

En 2017, la construction en volume s'est contractée de 13% par rapport en 2016 selon la Chambre Costaricienne de la Construction (CCC). 6,4 millions de m² ont été construits en 2017, soit 1 million de moins que l'année précédente. Les chiffres sont cohérents avec les estimations du crédit bancaire pour la construction : la Banque Centrale estime que celui-ci a chuté de 9% en 2017 et s'est établi à 24 MUSD.

En ligne avec la modification des perspectives de la note souveraine de stables à négatives, Fitch abaisse les perspectives de 5 banques. BAC San Jose, Banco Davivienda, Banco de Costa Rica (BCR), Banco Nacional de Costa Rica (BNCR) et Banco Popular y de Desarrollo Comunal (BPDC) ont vu la perspective de leur note passer de stable à négative. Les notes de défaut émetteur de BNCR et BCR sont en ligne avec le souverain (BB) car elles sont porteuses d'obligations du gouvernement ou de garanties souveraines explicites. La révision des perspectives de BPDC reflète la forte influence de l'Etat sur son profil de crédit et son environnement opérationnel. De plus, les notes de défaut émetteur de BAC San Jose et de Banco Davivienda sont au-dessus de la notation souveraine (à BBB), en raison du potentiel soutien qu'elles pourraient recevoir de leur holding. Les perspectives négatives indiquent que leur note de défaut émetteur se dégradera dans le cas d'une réduction de la notation souveraine.

Honduras

2016 – PIB : 21,5 Mds USD | Pop : 8 M hbts

Au Honduras la demande d'électricité a augmenté de 45 MW en 2017. La production d'énergie est garantie par des projets solaires, de biomasse et hydroélectriques de 70MW et 90 MW. Selon l'Entreprise Nationale d'Energie Electrique (ENEE), il existe un intérêt croissant des investissements pour des projets éoliens. Les chiffres de la Banque Centrale affichent une production d'énergie en hausse de 5% en 2017 grâce, essentiellement, aux projets d'énergies renouvelables. La production à base de bunker et diesel serait en baisse de 17,4%. En 2010, la matrice énergétique dépendait à hauteur de 70% de sources thermiques. En 2018, elles ne représentent plus que 39% du total, le reste correspondant aux énergies renouvelables.

*Taux de change au 31 janvier 2018 : 1 USD = 18,61 MXN

L'activité économique du Nicaragua a crû de 4,6% (g.a.) sur la période janvier-novembre 2017 selon la Banque Centrale. Le secteur de la pêche et de l'agriculture a connu la plus forte croissance (+12,3%), suivi du secteur minier (+9,1%), de l'hôtellerie et de la restauration (+8,9%) et de l'intermédiation financière (+7,3%). En novembre 2017, l'Indice Mensuel d'Activité Economique était 5% supérieur à celui observé en novembre 2016.

Les exportations de biens ont crû de 8,5% (g.a.) sur la période janvier-novembre 2017 selon la Banque Centrale. Celles du secteur agricole et de la pêche ont été les plus dynamiques (+23,2%) suivies des exportations manufacturières (+4,3%). L'industrie manufacturière était à l'origine de 45% des exportations de la période. Les importations ont, quant à elles, augmenté de 3,9%, impulsées par celles de pétrole (+23,4%) et de biens intermédiaires (+4,8%). Sur les onze premiers mois de 2017, le déficit commercial s'est élevé à 2,95 Mds USD, soit 0,8% de plus qu'en 2016.

Le Ministère des transports et de l'infrastructure (MTI) du Nicaragua a annoncé des investissements à hauteur de 195 MUSD sur des projets d'infrastructure routière dans la région Pacifique, au Nord et sur la côte caraïbe en 2018. Le MTI lancera 22 projets en 2018 dont la construction de routes et la construction de 166 mètres de ponts. Parmi les projets prévus se trouve la route Costanera de 141 km qui ira de la frontière avec le Costa Rica au Golfe de Fonseca, en passant par une zone partagée avec le Salvador et le Honduras. En 2018, sera également lancée la deuxième phase du projet routier de Bluefields et le projet d'amélioration de la route Muy Muy-Matiguás-Río Blanco (Caraïbe Nord). Selon l'indice de compétitivité globale 2017-2018, le Nicaragua se situe au 5^{ème} rang latino-américain et au 1^{er} centraméricain en termes d'infrastructures routières.

L'Indice Mensuel de l'Activité Economique a crû de 5,3% (g.a.) sur la période janvier-novembre 2017. Cette croissance a été impulsée par celle du transport, des communications, de l'activité minière, de la construction, de l'eau et l'électricité et de l'administration publique. En novembre 2017, l'activité économique a augmenté de 4,2% par rapport à novembre 2016.

Le risque des titres de la dette panaméenne a atteint un niveau historiquement bas. Début 2018, l'Indicateur de Bons de Marchés Emergents (EMBIG), qui mesure le risque perçu par les investisseurs, a 99 pbs de différence avec celui des Etats-Unis (contre 119 pbs début 2017 et 187 pbs en 2016). Le Panama a donc l'évaluation du risque la plus faible des pays d'Amérique latine (BBB/Stables selon Standard & Poor's). Selon le ministère de l'Economie et des Finances, cette amélioration s'explique par la mise en place d'un assainissement budgétaire, la mise en opération du Canal élargi, les perspectives de croissance et la forte demande pour les instruments de dette des marchés émergents stables.

Fitch élève les perspectives de l'industrie bancaire et Moody's évalue positivement l'impact de la signature de l'Accord Multilatéral entre Autorités Compétentes (MCAA). De janvier à octobre 2017, le centre bancaire international a enregistré 1,5 Md USD de bénéfices, soit 10,6% de plus que sur la même période de 2016. Fitch prévoit que les performances de l'industrie bancaire en 2018 seront similaires à celles de 2017 en termes de profitabilité, de liquidité, de capital et de qualité de crédit (l'agence prévoit un maintien du taux d'impayés entre 1,5 et 2%). Enfin, l'agence Moody's estime que la signature de l'Accord de Berlin (MCAA) pour l'échange automatique d'information sera positive pour le pays et les banques. En effet, l'accord vise à mettre fin au secret bancaire et augmenter la transparence du secteur financier, ce qui aiderait le Panama à conserver des relations de banques correspondantes stables, soutenant ainsi la réduction des risques de refinancements internationaux.

Les dépôts bancaires se sont élevés à 11,7 MUSD en 2017, 10% de plus qu'en 2016 selon l'Association Bancaire Salvadorienne. Ils représentaient 42% du PIB salvadorien et sur les cinq dernières années, ils ont eu une croissance moyenne de 4,3%. Ceci est un signe de confiance grandissante dans la banque salvadorienne.

Une augmentation de 2% sur la TVA au Salvador pourrait provoquer une hausse de 1,37% de la pauvreté extrême et de 1,05% le taux de pauvreté relative selon une étude de l'Institut Centraméricain d'Études Fiscales (ICEFI). Cette analyse a été faite pour les autres pays du Triangle Nord (Guatemala et Honduras) mais c'est au Salvador que cette augmentation aurait l'impact le plus important.

*Taux de change au 31 janvier 2018 : 1 USD = 18,61 MXN

L'entreprise HanesBrands (Textiles El Salvador), premier exportateur salvadorien, a annoncé des investissements de 5 MUSD dans le pays pour agrandir l'une de ses usines les plus importantes au monde. Ce nouvel investissement devrait créer environ 200 nouveaux emplois. Depuis 26 ans de présence au Salvador, le groupe a investi environ 250 MUSD. L'usine produit environ 863 000 kilos de tissus par semaine à travers une technologie verte de production. HanesBrands se situe en tête des exportations salvadoriennes depuis 2013 avec 806 MUSD en 2017.

CARAÏBES

2016 – PIB: 134 Mds USD | Pop : 43 M hbts

Antigua-et-Barbuda

2016 – PIB : 1,5 Mds USD | Pop : 0,1

Le budget présenté par le Premier Ministre ne permettrait pas de placer la dette dans une trajectoire soutenable.

Le gouvernement doit faire face à la reconstruction de Barbuda et à un surendettement préoccupant (86,8% du PIB en 2017). Le Premier Ministre a présenté un budget de 1,2 Md USD, avec un déficit de 448 MUSD qu'il propose de financer par emprunt. Le Premier Ministre cherchera à mobiliser 207 MUSD via l'émission des titres d'Etat et d'obligations de la diaspora ainsi que 241 MUSD au moyen de prêts et d'avances. Cet écart de financement pour 2018 est supérieur d'environ 57% à celui de 2017 et est motivé par les dépenses supplémentaires nécessaires pour reconstruire Barbuda et améliorer les infrastructures sur les deux îles. Enfin, près de 30% des dépenses récurrentes seraient consacrées au remboursement de la dette, mais le gouvernement propose de couvrir le déficit à travers davantage de financement.

Barbade

2016 – PIB : 4,6 Mds USD | Pop : 285 000 hbts

Les réserves de change de la Banque Centrale ont baissé de 68 MUSD entre septembre et novembre 2017. Fin septembre, les réserves atteignent 274,8 MUSD (1,6 mois d'importation). Sur 17 ans, les réserves ont atteint leur plus bas niveau, en partie en raison de la dépendance du gouvernement à la Banque Centrale pour le financement de ses opérations.

Haïti

2016 – PIB: 8 Mds USD | Pop: 10,8 M hbts

Les transferts des migrants reçus par Haïti représentaient 34% de son PIB en 2017. Ils ont augmenté de 15% l'année dernière (contre 7% en 2016) et représentaient 2,7 Mds USD. Cette évolution reflète l'augmentation de 100 000 personnes du nombre de migrants, en particulier vers l'Amérique du Sud (Brésil, Chili...), le Canada et les États-Unis.

Jamaïque

2016 – PIB: 14,03 Mds USD | Pop: 2,8 M hbts

La Banque Centrale (BOJ) a baissé son taux d'intérêt de 25 points de base, désormais à 3%. Cette décision reflète l'estimation de la BOJ que l'inflation devrait rester dans sa cible (4-6%) pour les 8 prochains trimestres. En revanche, les risques demeurent, en particulier car la croissance économique a été plus faible que prévue. De plus, l'inflation a légèrement augmenté ces derniers mois (5,25% en décembre après 4,58% en septembre), portée par la hausse des prix des aliments agricoles et des coûts de l'électricité, en raison des récentes pluies et de la montée des prix du pétrole. L'assouplissement de la politique monétaire devrait soutenir le crédit et la croissance économique. Enfin, les réserves internationales sont en hausse (à 3,208 Md USD fin 2017) et les anticipations d'inflation restent largement ancrées autour de la cible de la Banque Centrale.

République Dominicaine

2016 – PIB: 71 Mds USD | Pop: 10,6 M hbts

L'économie dominicaine a crû de 7,4% en décembre et de 4,6% sur l'ensemble de l'année 2017 selon les résultats préliminaires de la Banque Centrale. Les activités économiques les plus dynamiques sur l'année étaient le tourisme (+6,8%), les services financiers (+6,2%), l'agriculture (+5,9%) et les zones franches (+5,5%).

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

*Taux de change au 31 janvier 2018 : 1 USD = 18,61 MXN